

SOUS LA SCIENCE, LA DIPLOMATIE

Publié le 15 janvier 2018



par Christian Du Brulle

SERIE (1) / Diplomatie scientifique

Des représentants d'universités belges qui se déplacent dans le sillage d'une mission économique aux Etats-Unis. Des chercheurs-enseignants d'universités, de hautes écoles wallonnes et bruxelloises qui explorent, au Québec, la possibilité de nouer des liens éducatifs voire de mener de nouvelles recherches avec des partenaires locaux. Une brochette de recteurs qui se déplace en Inde à l'occasion d'une visite d'État...

On savait que la science était partout. Voici qu'elle se fraye aussi un chemin dans les arcanes de la diplomatie. Une démarche hasardeuse?

« La diplomatie scientifique n'est pas un concept récent », constate le Pr Paul Berkman, directeur du « [Science Diplomacy Center](#) » de l'université Tufts (Boston), aux Etats-Unis. « Ce processus international et interdisciplinaire qui vise à atteindre un équilibre entre les intérêts nationaux et les intérêts de partenaires internationaux, pour le bénéfice de tous, existe depuis des décennies », constate-t-il.

Assurer un avenir « durable »

Il est vrai qu'au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, la diplomatie par la science a été à la base de la création de l'Unesco, l'[Organisation des Nations-Unies pour l'éducation, la science et la culture](#), en 1945. Une démarche qui a d'emblée séduit la Belgique qui en devint membre dès l'année suivante. Parmi les priorités de l'Unesco, la science occupe toujours une place de choix. Une de ses priorités actuelles est d'assurer un « avenir durable » à l'Humanité.



Rudy Demotte, Ministre-Président du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

« La diplomatie scientifique, c'est aussi une diplomatie au service de la Science », estime Rudy Demotte, le Ministre-Président du [gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles](#) (FWB). « La science peut agir comme un substitut et une avant-garde de la diplomatie. Les liens maintenus entre les communautés scientifiques occidentales et soviétiques durant la Guerre froide en sont un exemple », précise-t-il.

La création du CERN, l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire, basée à Genève (Suisse), illustre son propos. Porté sur les fonts baptismaux en 1954 par onze pays, dont la Belgique, le CERN compte aujourd'hui 22 états membres et huit états associés.

La science, la culture ou le sport au service de la diplomatie

Bien sûr, les préoccupations des physiciens qui travaillent ensemble au CERN, indépendamment de toutes considérations de nationalité, portent sur des problèmes de physique qui dépassent de loin les frontières des états. Mais faire fi de la dimension diplomatique douce qui soutend leur collaboration internationale serait une erreur. Les ennemis d'hier ont trouvé des terrains de discussions moins formels. Des contacts ont pu être maintenus. Un peu comme ce qui semble se produire actuellement entre les deux Corée, mais dans un contexte différent. Ici, c'est le sport qui sert la diplomatie.

La diplomatie scientifique est donc un moyen de lisser au mieux les relations entre états afin de promouvoir la Paix. Mais aussi les intérêts de chacun. Que ceux-ci soient scientifiques ou économiques. [Le cas de la Lituanie et du CERN](#) vient encore de le montrer. Le nouveau statut de membre associé du CERN, acquis depuis le 8 janvier 2018... permet désormais aux ressortissants de l'état balte de devenir membres du personnel du CERN et à ses entreprises de répondre aux appels d'offres de l'Organisation internationale. « Ce qui lui ouvrira la voie à une collaboration industrielle dans le domaine des technologies de pointe », précise le CERN.

« Dans notre civilisation interconnectée, et contrairement à toutes les périodes antérieures de l'histoire humaine, la diplomatie scientifique peut apporter des réponses face aux risques d'instabilités politiques, économiques et culturelles », reprend le Pr Berkman, du « Science Diplomacy Center » à Boston. « Y compris en ce qui concerne le délicat équilibre actuel entre prospérité économique, bien-être et protection de l'environnement sur plusieurs générations ».

« Etabli depuis février 2017 au sein de la prestigieuse "Fletcher School of Law & Diplomacy" (Tufts



Pr Paul Berkman, directeur du "Science Diplomacy Center", Tufts University (Etats-Unis).

University), le « Science Diplomacy Center » a pour mission de promouvoir la coopération et de prévenir les conflits à l'aide de la diplomatie scientifique », indique Maxime Van Cauter, agent de liaison scientifique belge (Wallonie-Bruxelles International/WBI) en poste aux Etats-Unis.

La Science « dans » la diplomatie

« Sa mission s'articule autour de trois axes principaux: éducation, recherche et leadership. Le SDC se concentre donc sur la formation de la prochaine génération de diplomates scientifiques (étudiants, experts, etc.), la poursuite de la recherche académique dans le domaine de la diplomatie scientifique (théorie et pratique) et la participation à l'établissement de réseaux de diplomatie scientifique aux plus hauts niveaux gouvernementaux », précise M. Van Cauter.

« La Science est aussi dans la diplomatie », analyse encore M. Demotte (PS), le Ministre-Président de la Fédération Wallonie-Bruxelles. « Certaines questions internationales requièrent les éclairages de la Science. Ce qui conduit les diplomates à rechercher la contribution des chercheurs. Par exemple en ce qui concerne les questions liées au climat, aux inégalités, aux sources de croissance économique... ».

La Belgique, championne de la diplomatie scientifique

Dans ce contexte global, la Fédération Wallonie-Bruxelles ne néglige pas la dimension « scientifique » dans ses relations internationales.

« La diplomatie scientifique est un des piliers de la diplomatie de la FWB », précise Rudy Demotte. « Ce pouvoir doux, discret mais efficace, nous le connaissons bien car il est, dans le paysage belge, notre marque de fabrique. La diplomatie scientifique de la FWB s'illustre, aux niveaux bilatéral et multilatéral, par notre capacité à signer des accords internationaux et à soutenir des projets de recherche internationaux au travers d'appels à projets, de bourses et d'actions de maillage au bénéfice des opérateurs scientifiques et technologiques de Wallonie et de Bruxelles ».

« A défaut de stratégie spécifique écrite, la diplomatie scientifique de la FWB trouve ses racines dans les priorités exprimées dans la note de politique internationale du gouvernement », précise encore le Ministre-Président.

Concrètement, cette politique internationale douce est protéiforme. Pour Pascale Delcomminette, elle est aussi une réalité quotidienne.



Pascale Delcomminette, Administratrice générale de Wallonie Bruxelles-International et le Dr Rémi Quirion, Scientifique en chef du Québec.

« Le [Fonds de la Recherche Scientifique \(F.R.S-FNRS\)](#), via ses accords bilatéraux et de soutien à la mobilité des chercheurs, est un acteur important de la diplomatie scientifique », analyse Pascale Delcomminette, Administratrice générale de « Wallonie-Bruxelles International » (WBI), l'agence chargée de valoriser à l'étranger le talent des Wallons et des francophones de Belgique. « C'est, par exemple, le FNRS qui représente la Belgique au CERN. L'[Académie de Recherche et](#)

[d'Enseignement supérieur \(ARES\)](#), qui regroupe les établissements d'enseignement supérieur en Fédération Wallonie-Bruxelles, développe de plus en plus une collaboration toujours plus globale, plus concertée. Elle joue également un rôle de coupole, y compris à l'international. Cela se constate lors des visites d'états par exemple: les universités et les Hautes Ecoles se présentent en cohérence. Ce que les universités flamandes font moins », constate-t-elle.

Les agents de liaison scientifique et leurs réseaux

« Au niveau wallon, la [DGO6](#) est également un acteur important au niveau de l'internationalisation de la recherche appliquée, des PME, pour les programmes européens. Et bien entendu, il y a aussi les accords bilatéraux et la recherche collective sectorielle. Cela nous permet d'avoir des points d'accroches avec nos partenaires internationaux, comme le MESI, le Ministère de l'Economie, de la Science et de l'Innovation du Québec".

"Dans le cadre de Wallonie-Bruxelles International, il s'agit de faire en sorte que nos opérateurs scientifiques rayonnent au mieux de manière internationale. Ce qui a bien entendu un impact sur le développement socio-économique de Bruxelles et de la Wallonie. Un de nos outils dans ce domaine repose sur le travail des Agents de Liaison Scientifique (ALS). Un réseau international ouvert à tous les acteurs de la science, de la recherche et de l'innovation en FWB".

Développement économique

Madame Delcomminette est également Administratrice générale de l'[Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers](#). Un hasard? Au-delà des enjeux diplomatiques, la science est aussi un levier important de développement économique.

« Les enjeux sont nombreux », détaille Pascale Delcomminette. « Ils sont scientifiques. On vient encore d'en avoir l'illustration avec la signature du premier Programme bilatéral de recherche collaborative Québec-Communauté française de Belgique entre le FNRS et les Fonds de recherche du Québec (FRQ). Ils sont aussi économiques, évidemment, avec la valorisation de la recherche. C'est également une démarche stratégique, qui positionne nos opérateurs à l'international tout en développant l'attractivité et la visibilité de notre région et de son corps scientifique. En réalité, c'est tout notre « soft power » qui s'exprime de la sorte à l'International ».

Retombées à long terme

« Cette diplomatie scientifique, qui se double d'une diplomatie culturelle, permet d'ancrer nos collaborations dans la durée qui peuvent déboucher sur des partenariats économiques. Un exemple? Notre travail avec la Chine, et plus particulièrement la province de Hubei, est édifiant. Il y a d'abord eu des projets au niveau des universités, puis culturels avec Franco Dragone qui s'est installé à Wuhan. Nous avons installé là-bas un « welcome office », des faisceaux de concrétisations ont pris forme, une certaine complicité s'est mise en place. Au final, c'est en Wallonie, à Louvain-la-Neuve, que s'installe le CBTC, le China-Belgium Technology Centre, un investissement chinois de 200 millions d'euros dans le futur incubateur destiné à promouvoir l'innovation ».

« Cela a pris dix ans. Mais c'est le fruit de tout l'écosystème que nous avons pu mettre en place et qui a débouché sur des accords économiques et commerciaux. Ouvrir les portes, mieux se comprendre, se rencontrer, faciliter les contacts: c'est cela notre diplomatie scientifique ».

L'Académie royale de Belgique manie la diplomatie scientifique depuis près de 250 ans

Comme le dit Paul Berkman, directeur du « Science Diplomacy Center » (Boston), la diplomatie scientifique ne date pas d'hier. En Belgique, avec l'Académie royale, elle n'est pas loin d'avoir... 250 ans!



Pr Didier Viviers, Secrétaire perpétuel de l'Académie Royale de Belgique.

Depuis le 1er janvier dernier, [cette institution dispose d'un nouveau Secrétaire perpétuel: le Pr Didier Viviers](#). Cet ancien recteur de l'Université Libre de Bruxelles et ancien président du Fonds de la Recherche Scientifique (F.R.S.-FNRS) a pris les rênes de [la vénérable maison fondée en 1772 par l'Impératrice Marie-Thérèse](#).

« Avec son ouverture à des membres associés étrangers, des jumelages avec d'autres académies en Europe via des accords de coopération, notre Académie a clairement un rôle à jouer en matière de diplomatie scientifique », estime le Pr Viviers.

« Son essence même en fait une belle ambassadrice des Sciences belges. Partout dans le monde, on sait ce qu'est une académie. Cette notion revêt une dimension universelle. Avec les outils numériques actuels, nos activités bénéficient d'une diffusion internationale simple et rapide ».

Une diplomatie « en français »

« Notons aussi que notre académie est présente dans toute une série de réseaux internationaux. Des réseaux où nous disposons de représentants. Ces réseaux portent notre vision dans le monde. Avec une particularité: nous sommes une académie francophone. Ce qui encourage le multilatéralisme francophone, notamment avec les pays africains. C'est une manière pour nous de porter la science en français ».

« En 2022, c'est demain, l'Académie Royale de Belgique fêtera son 250e anniversaire. Une occasion idéale pour réfléchir aux nouvelles missions des académies dans le monde actuel et à leurs relations », prédit Didier Viviers.

« Ce sera pour nous l'occasion de créer encore davantage de liens internationaux, de nous interroger sur les besoins et les missions des académies du 21e siècle. Et bien entendu, d'y apporter des réponses. »

L'Afrique francophone: une priorité

Cette ouverture vers la francophonie est également, ou plus exactement à nouveau, une préoccupation au Québec.

« La diplomatie scientifique peut ouvrir des portes, c'est certain », indique de son côté le [Dr Rémi Quirion](#), « [Scientifique en chef](#) » du Québec. Ce sont par exemple des portes qui s'ouvrent au Canada pour des chercheurs étrangers. Mon rôle est notamment de développer des partenariats privilégiés dans certains domaines, avec le monde francophone. En particulier l'Afrique. Dans ce contexte, la francophonie revient au goût du jour. On l'avait un peu délaissée ces 20 dernières années », estime le Dr Quirion.

« Bien sûr, nous avons toujours entretenu des liens particuliers avec la France. Mais avec l'Afrique, c'est l'évolution démographique dans ce continent qui nous mobilise aujourd'hui ».

« En 2017, nous avons eu une réunion à Dakar sur la thématique « comment la science peut aider la prise de décision politique ». Elle a rassemblé des participants venus de plusieurs pays africains francophones. Nous allons essayer de bâtir sur cette expérience afin d'améliorer le niveau d'expertise de nos collègues là-bas ».

« Voilà un des rôles en matière de diplomatie scientifique que nous pouvons jouer. En collaboration avec la France, la Suisse ou la Belgique et face à d'autres nations bien plus importantes ».

En Fédération Wallonie-Bruxelles, cette diplomatie scientifique est également à l'ordre du jour. « Mon rôle, à travers les institutions, tel que WBI, dont j'ai la charge, est de mettre à la disposition des acteurs une action spéciale dans l'espace francophone », explique le Ministre-Président de la FWB, Rudy Demotte. « Cela passe par la promotion de co-publications scientifiques en français. [La Fédération Wallonie-Bruxelles est aussi promoteur du rôle de l'innovation et de ses réseaux en Francophonie à travers l'initiative FINNOV.](#)

Cette initiative a comme principaux objectifs la valorisation des initiatives en faveur de l'innovation, le développement des échanges entre acteurs ainsi que le renforcement et le soutien à la diffusion de l'innovation.

Evaluer la diplomatie scientifique

« La diplomatie scientifique doit se réfléchir sur le long terme », analyse encore Rudy Demotte. « A l'instar de ce qui peut être espéré pour la recherche lorsque le pouvoir public finance de la recherche fondamentale ou pour les relations internationales lorsqu'un pays entreprend des luttes d'influence pour défendre et valoriser ses intérêts vis-à-vis de ses partenaires.

Notre évaluation se base aussi sur les résultats attendus:

- - Scientifique: accroissement des co-publications, projets de recherche internationaux, accueil et envoi de chercheurs qualifiés, reconnaissance de l'excellence (prix).
- - Economiques: accroissement des financements européens obtenus par nos opérateurs dans Horizon 2020 et des programmes tels qu'Eureka et Eurostars, capacité d'innovation, start-ups, « success-stories » économiques.
- - Stratégiques: contribution au développement économique, social et sociétal des 11 pays avec lesquels WBI entretient des relations prioritaires. Mise en place de concertation renforcée avec les opérateurs concernés.

« Nos moyens dédiés à la diplomatie scientifique seront toujours insuffisants au regard des besoins et des potentialités », concède-t-il encore. "Toutefois, ils nous placent assez bien sur la scène mondiale". Et le Ministre de citer les projets menés dans 18 pays partenaires, les 150 millions d'euros sur 5 ans consacrés à la coopération scientifique (développement) ou encore les taux d'étudiants (20%), de professeurs et de chercheurs (20%) mais aussi de doctorants internationaux qui fréquentent nos universités. "Sans oublier nos co-publications scientifiques qui dans 55% des cas sont le fruit de collaborations avec des équipes étrangères"...

(Dossier réalisé avec le soutien du [Fonds pour le Journalisme](#) de la Fédération Wallonie-Bruxelles)